

Dans quelques temps les charrettes de condamnés à mort se rempliront de communistes : il faut que le centrisme soit respecté, que son omnipotence soit un fait établi « ad vitam eternam ».

Au point de vue politique, la répression autour de Kyrov s'effectue en U.R.S.S., au moment où Litvinov s'associe à Genève à une résolution condamnant le terrorisme. Celle-ci représente, en somme, une garantie mutuelle des Etats capitalistes contre les groupes révolutionnaires d'émigrés et, en fin de compte, est une concession de Laval à Mussolini, désirant voir s'accroître la répression contre l'émigration italienne.

Litvinov dans son discours de Genève marqua surtout l'incompatibilité qui existe entre le marxisme et le terrorisme. Par là il voulut rassurer le capitalisme mondial et lui faire comprendre que le centrisme, malgré ses affirmations démagogiques, abandonnait la violence révolutionnaire. En réponse, la presse officielle française ne manqua pas d'appuyer la répression soviétique en dénonçant l'assassinat de Kyrov comme « une menace pour la paix ». Ainsi il est désormais acquis que tout geste terroriste contre les classes dominantes ou ses alliés centristes sera dénoncé par le front international qui va de Mussolini à Staline (en passant par le très « démocratique » Laval), comme une menace qu'il faut extirper par des exécutions massives.

Il est évident que l'acte de Nicolaev n'est pas une émanation terroriste qui tombe du ciel. C'est une expression des contradictions où s'agit l'Etat Soviétique qui doit concentrer avec une parade de mots révolutionnaires les ouvriers russes pour la guerre ; c'est une tentative de résoudre ces contrastes par l'élimination terroriste des centristes, de faire sauter l'étau oppressant qui empêche le prolétariat russe de rejoindre la lutte des ouvriers du monde entier. A ce point de vue, en Russie, se manifestent les mêmes phénomènes que dans certains pays capitalistes où le désespoir d'ouvriers se traduit par des actes de terreur. Il est possible que ces sursauts se croisent avec des actes de saboteurs avérés, mais la responsabilité en revient au centrisme qui réduit le prolétariat en miette, et détermine ce désespoir. Ce qu'il faut donc retirer du geste de Nicolaev, c'est l'extrême nécessité de donner au prolétariat russe un organisme : une fraction de gauche qui puisse montrer un chemin autre que celui du désespoir où tombent de nombreux militants de gauche désemparés par la capitulation des Rakovsky, des Trotsky et consort. Sur cette voie les communistes rencontreront la répression du centrisme qui y verra une nouvelle émanation du « terrorisme » qu'il veut anéantir de concert avec le capitalisme.

Enfin, la répression autour de Kyrov, soulève le problème de la différence fondamentale entre terrorisme révolutionnaire et répression capitaliste. Le menchévik Dan a évidemment beau jeu pour démontrer que terrorisme révolutionnaire signifie des mesures de violence de toute la « classe » contre les agissements des classes dominantes renversées, en donnant à cette affirmation un sens de négation de la terreur déchainée contre les groupes socialistes par la révolution d'octobre après 1917. En réalité, ses subtilités entre « parti » et « classe » ne tiennent pas. Le prolétariat après la révolution, emploie la violence contre ses ennemis, en connexion étroite avec les objectifs qu'il se trace : la constitution d'une nouvelle société sans classes, sans oppression de n'importe quelle espèce. La terreur révolutionnaire se relie donc à une conscience en éveil des ouvriers gravissant les marches historiques menant à ce but et ainsi elle se justifie pleinement. D'ailleurs, le prolétariat, après la révolution, proclame l'abolition du code pénal capitaliste et de la peine de mort, voulant indiquer par là que son but est la réalisation d'un ordre nouveau où ces armes répressives n'existeront plus et que les mesures de terreur qu'il adoptera pour lutter contre ses ennemis de classe s'atténueront en même temps que se consolideront internationalement les bases d'un nouvel ordre. De toute façon, la terreur révolutionnaire ne peut être

l'expression que d'une classe en activité, en pleine conscience, se dirigeant vers une société nouvelle. Par contre, le capitalisme emploie la répression avec un contenu de classe consistant à étouffer l'initiative de la classe opprimée, à l'empêcher de percevoir tout espoir en sa libération ; et plus les grondements de révolte perceront et plus profondément sévira la répression impitoyable.

Le centrisme, après 17 ans d'existence de la Russie Soviétique, est obligé de déclencher une répression féroce, alors que si vraiment l'époque du socialisme s'annonçait, il ne faudrait plus de moyens de coercition. C'est que, délié du prolétariat mondial, le centrisme étouffe la conscience et l'initiative des masses. C'est par des mesures étatiques, des actes de répression qu'il répond aux coups terroristes. Comme mesure de consolidation de l'omnipotence centriste en Russie, la REPRESSION que nous venons de vivre ne peut que se heurter à un refus absolu de solidarité de la part des communistes.

**

Un peu avant l'attentat de Nicolaev, le C. C. du parti bolchévik russe prenait des décisions très importantes concernant l'abolition de la carte du pain et du rationnement de produits agricoles tel la farine, les gruaux, les semoules, premier pas vers l'abolition de tout rationnement. En bref, le marché libre du blé était instauré dans toute la Russie à partir du 1er janvier 1935, et le prix minimum du pain fixé par le système des cartes supprimé. Molotov, qui a présenté le rapport du C. C., justifie cette mesure par les succès nouveaux de l'industrialisation qui rendent l'U.R.S.S. indépendante de l'étranger (?), de la collectivisation agricole en particulier, qui permet aux Kolkhoses et Sovkhoses de produire 92 p.c. du blé soviétique alors qu'en 1929, il y avait 86 p.s. de toute la production qui provenaient de cultivateurs individuels.

Cette mesure s'avère être une concession aux Kolkhoses où se trouve embrigadée pêle-mêle une grande partie de la paysannerie souvent contrainte et forcée (nous ne parlerons pas des Sovkhoses qui ont une importance plus réduite) et une restriction des conditions d'existence de la classe ouvrière. En effet, la carte du pain garantissait encore aux ouvriers un prix minimum dans l'achat du pain, désormais le prix de ce dernier devient fonction d'un marché libre où s'établit un prix unique du blé supérieur au prix minimum du pain obtenu avec le système des cartes et le relèvement correspondant des salaires devient fonction d'une série de conditions (transport, proximité de centres importants, etc.).

Rappelons que le rationnement alimentaire, le système des cartes fut instauré en 1928, pour les besoins de l'industrialisation, du plan quinquennal et précédé d'une élimination de la droite Bouckarine-Rykov, compromise dans la période précédente par ses concessions à la paysannerie (« Paysans, enrichissez-vous »). Ce fut l'époque de la collectivisation à toute vapeur à la campagne et de l'industrialisation forcée pour « rattraper et dépasser les pays capitalistes ». L'Etat soviétique put réaliser ses desseins économiques, obtenir les capitaux nécessaires, au prix de l'exclusion des internationalistes de l'I. C., au prix de l'organisation de la défaite des ouvriers du monde entier. Aujourd'hui, s'ouvre une nouvelle étape : l'Union Soviétique comme les Etats capitalistes avec lesquels elle est liée doit œuvrer en vue d'une guerre qui s'annonce de plus en plus proche : l'industrie essentielle de l'économie doit donc être celle des armements, nécessitant des capitaux sans cesse croissant.

Les dernières mesures du C. C. du parti bolchévik russe prennent la signification suivante : ne pouvant plus imposer des taxations nouvelles aux paysans embrigadés dans les différents types de Kolkhoses, après la collectivisation forcée de ces dernières années, on veut vaincre leur hostilité envers la réglementation étatique du marché agricole. D'autre part, il s'agit de créer une paysannerie favorable au régime,